



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETÉ N° 266/DDPP/13
portant institution de servitudes d'utilité publique

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Titre 1^{er} du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les articles L. 515-12 et R. 515-24 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 avril 1994 prescrivant la surveillance de la qualité des eaux aux abords de l'ancienne décharge de résidus industriels exploitée par la société RHODIA CHIMIE (ex RHONE POULENC TEXTILE) sur le territoire de la commune de ROANNE, lieudit Oudan ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 octobre 2007 imposant à la société RHODIA CHIMIE la réalisation d'un dossier de servitudes ;

VU le dossier de demande d'institution de servitudes en date du 20 juillet 2012 produit par la société RHODIA CHIMIE ;

VU les consultations effectuées en application des articles L. 515-12 et R.515-25 du code de l'environnement ;

VU l'avis du conseil municipal de ROANNE en date du 14 février 2013 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 7 mai 2013 ;

VU l'avis en date du 3 juin 2013 du Conseil départemental des risques sanitaires et technologiques ;

VU l'absence d'observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, au vu du projet d'aménagement prévu du site, d'instituer des servitudes arrêtant les interdictions et restrictions d'usage, sur la base des conclusions des diagnostics et des évaluations des risques, conformément aux dispositions de l'article L. 515-12 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'institution de servitudes permet de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

ARRETE

Article 1 – Périmètre des servitudes retenues

Les parcelles n° 25 et 26p de la section BK du plan cadastral de la commune de Roanne représentant une superficie totale de 38 087 m² définissent le périmètre d'application des servitudes. Elles sont représentées sur le plan cadastral ci-joint (annexe 1).

Article 2 – Type de servitudes retenues

Les servitudes sont imposées dans le cadre des dispositions prévues à l'article L. 515-12 du code de l'environnement.

Article 3 – Servitudes proposées

Servitudes n° 1 : détermination des usages

Les parcelles sur le plan joint en annexe 1 représentant la zone 1 ont été placées dans un état tel qu'elles puissent accueillir un usage de type zone naturelle enherbée avec des chemins piétonniers. L'activité de fauchage est également autorisée sur la zone 1.

Les parcelles section BK n° 25 et 26p du plan cadastral de la commune de Roanne d'une superficie totale de 38087 m² constituent la zone 1.

Servitudes n° 2 : précautions pour les tiers intervenant sur le site

Compte tenu de la présence de polluants dans les sols, la réalisation de travaux sur la zone 1 n'est possible que sous la condition de mettre en œuvre un plan hygiène/sécurité pour la protection de la santé des travailleurs et des employés du site au cours des travaux.

Servitudes n° 3 : interdiction d'usage agricole des terrains

L'utilisation des terrains pour un usage agricole, et de façon générale pour toute implantation d'où il peut être tiré des produits consommables pour l'Homme (potagers, arbres fruitiers, ...) est interdite sur la zone 1.

Servitudes n° 4 : aménagements particuliers de la zone 1

Les terrains visés par la présente restriction d'usage contiennent des déchets industriels qui ont été confinés par la mise en place d'une couche de terre végétale de minimum 30 cm d'épaisseur et d'un gabionnage. Le maintien en bon état de la couche de terre végétale et du gabionnage doit être assuré en permanence.

Les végétaux et aménagements présents sur la zone 1 ne doivent pas être susceptibles de détériorer le confinement en place.

Servitudes n° 5 : interdiction d'utilisation de la nappe souterraine

Tout pompage, toute utilisation de l'eau de la nappe souterraine présente au droit du site, à l'exception de ceux prévus pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines ou autorisés au préalable par l'administration, sont interdits sur la zone 1.

Servitudes n° 6 : accès aux ouvrages de surveillance de la qualité des eaux souterraines

L'accès aux piézomètres visés par le programme de surveillance arrêté par le service de l'Inspection des Installations Classées (plan d'implantation des piézomètres (annexe 2) et programme conforme à l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2007 (annexe 3, programme pouvant évoluer avec l'accord de l'inspection) devra être assuré à tout moment au représentant de l'État, à la société Rhodia Chimie ou à toute personne mandatée par celle-ci.

Le maintien de la protection des ouvrages existants destinés à capter ou à contrôler les eaux souterraines de manière à éviter tout transfert de pollution en direct de la nappe est obligatoire.

La réalisation de nouveaux ouvrages de surveillance des eaux souterraines est autorisée sur la zone 1 sous réserve d'autorisation préalable des administrations compétentes.

La neutralisation selon les règles de l'art des ouvrages dont la présence ne serait plus nécessaire au titre du contrôle des eaux souterraines est obligatoire.

Servitudes n° 7 : élément concernant les interventions mineures

S'agissant d'intervention ne remettant pas en cause l'usage du terrain, les sols et matériaux excavés sur la zone 1 pourront éventuellement être réutilisés en remblais sur le site dans la mesure où ils respectent les présentes servitudes et en particulier le maintien en bon état de la couche de terre végétale prévu à la servitude n°4. L'absence de risque pour la santé et l'environnement liée à la réutilisation de ces terres devra être démontrée par la personne à l'initiative de l'intervention en cause. À défaut, tous les sols et matériaux excavés devront faire l'objet d'un traitement adapté.

Servitudes n° 8 : Encadrement des modifications d'usage

Tout projet d'intervention remettant en cause les conditions de confinement, tout projet de changement d'usage des zones, toute utilisation de la nappe, par une quelconque personne physique ou morale, publique ou privée, nécessite la réalisation préalable, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative du projet concerné, d'études techniques (par exemple plan de gestion) garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés.

Servitudes n° 9 : allègement ou aggravation des servitudes

Les contraintes figurant dans les servitudes pourront être aggravées ou allégées par suite de la dégradation ou de l'amélioration de la situation ayant rendu nécessaire l'établissement des présentes servitudes après avis des administrations compétentes.

Servitudes n° 10 : Information des tiers

Si les parcelles considérées font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à informer les occupants sur les restrictions d'usage visées ci-dessus en les obligeant à les respecter.

Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles considérées, à dénoncer au nouvel ayant droit les restrictions d'usage dont elles sont grevées en application de l'article 1638 du code civil en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LYON. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 5 :

Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

Article 6 :

Monsieur le Sous-Préfet de Roanne, Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées et Madame le maire de ROANNE sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance.

Fait à Saint-Étienne, le 04 JUIL. 2013

Le Directeur Départemental
de la Protection des Populations

Didier PERRE

Copie adressée à :

- Société RHODIA CHIMIE
20 rue Marcel Sembat
BP 70026
69191 SAINT FONS CEDEX
- Monsieur le Sous-Préfet de Roanne
- Madame le maire de ROANNE
- Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – UT Loire - Inspection des installations classées
- Archives
- Chrono

ANNEXE 1

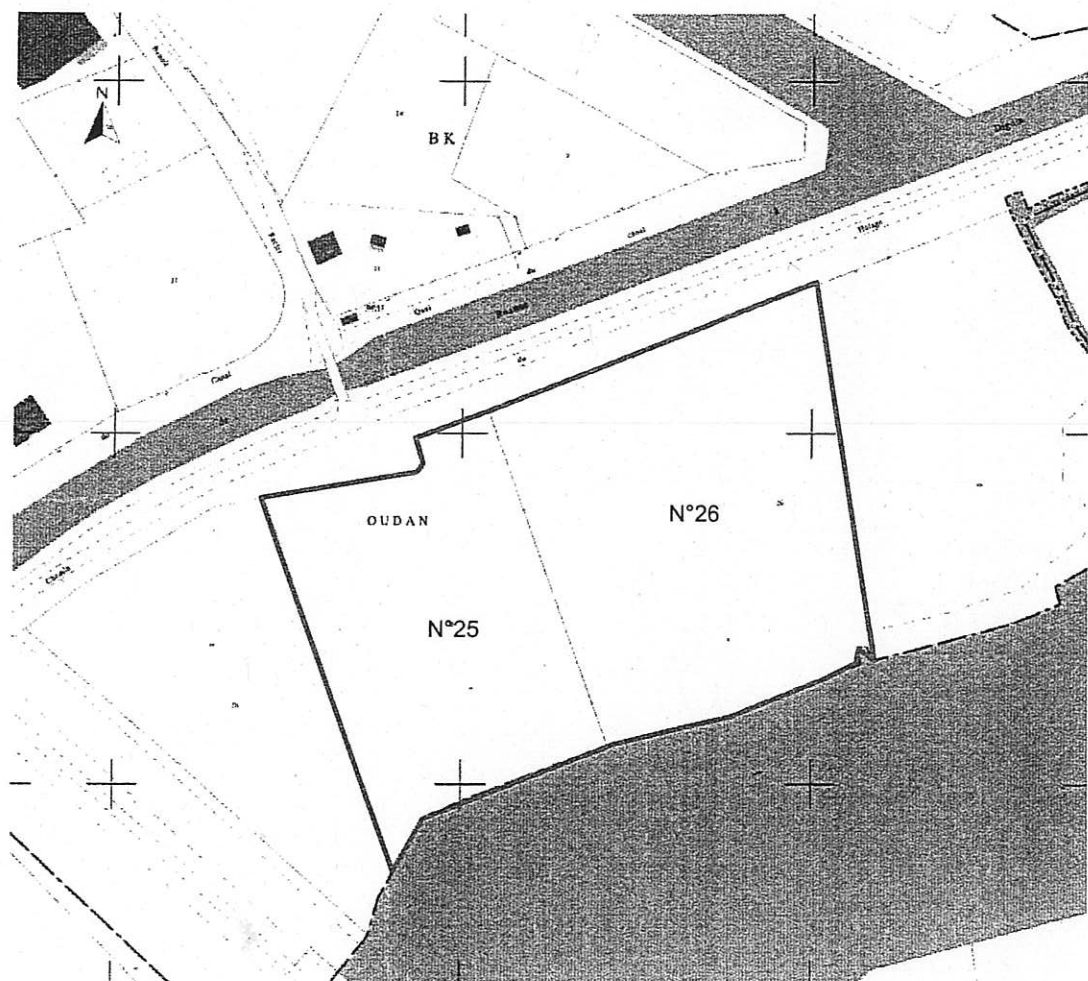


Figure 3 : Parcelles cadastrales concernées par les servitudes

— Périmètre de la zone 1

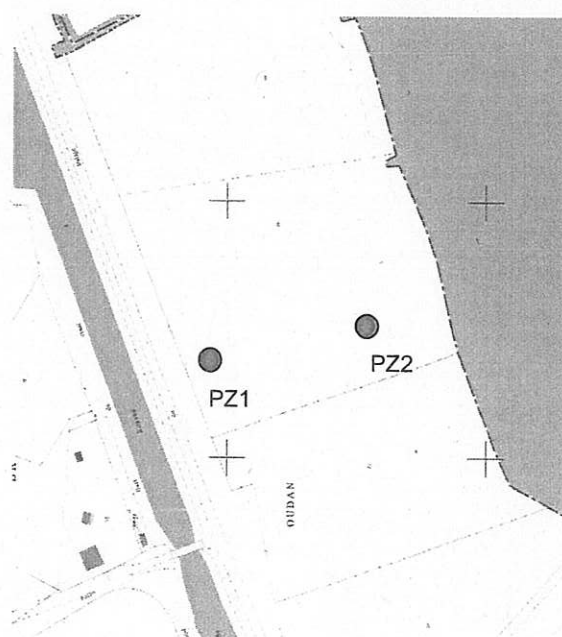


Figure 6 : Localisation des piézomètres PZ1 et PZ2

ANNEXE 3

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES ET EUROPEENNES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par : Odile PRACCA
E-mail : odile.pracca@loire.pref.gouv.fr
☎ 04.77.48.48.95

Le Préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Dossier n° 2007/0630
Opération n° 2007/0631

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) et notamment son article 18 ;

VU la lettre du 21 janvier 1956 de Monsieur le Préfet de la Loire, adressée à Monsieur le Directeur de la Société des Textiles Artificiels du Centre, donnant son accord, sous réserve de l'exécution de différents travaux, à la réalisation d'une décharge privée de résidus industriels, sur un terrain appartenant à cette société, situé entre la Loire et le Canal de Roanne à Digoïn ;

VU l'accusé de réception délivré le 26 juin 1974, donnant acte à la S.A RHONE POULENC TEXTILE de sa déclaration de succession à la Société des Textiles Artificiels et Synthétiques ;

VU le dossier du 17 octobre 1985 établi par la Société RHONE POULENC TEXTILE, qui reprend l'historique de la décharge et rend compte des travaux réalisés aux abords de celle-ci ;

VU le rapport d'étude du 6 octobre 1993 de la Société SIMECSOL relatif à la situation de la décharge (quantité et nature des déchets déversés et impact sur l'environnement) établi en complément du dossier du 17 octobre 1985 précité,

VU l'arrêté préfectoral du 21 avril 1994 imposant à la société RHONE POULENC TEXTILE de poursuivre la surveillance de la qualité des eaux aux abords de son ancienne décharge de ROANNE et de traiter ce site selon les directives définies au niveau national ;

VU les résultats des analyses pratiquées régulièrement sur deux piézomètres placés en aval hydraulique de la décharge (coté canal et coté Loire) et sur deux prélèvements en Loire, en amont et en aval du site ;

VU le diagnostic initial et l'évaluation simplifiée des risques du 17 septembre 1999 réalisés par RHONE POULENC Industrialisation ;

VU le complément d'étude réalisé le 7 mars 2005 par ARCADIS ;

VU la lettre du 4 avril 2005 de RHODIA CHIMIE indiquant qu'elle succède à RHONE POULENC TEXTILE pour la surveillance de cette ancienne décharge ;

VU cette même lettre du 4 avril 2005 de RHODIA CHIMIE sollicitant un allègement du rythme et du nombre des contrôles à réaliser sur les eaux du site ;

VU le rapport de l'Inspecteur des installations classées en date du 23 juillet 2007 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques , au cours de sa séance du 18 septembre 2007 ;

VU l'absence d'observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à l'installation susvisée afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1

La société RHODIA CHIMIE qui succède à la société RHONE POULENC TEXTILE est tenue de poursuivre la surveillance de la qualité des eaux aux abords de l'ancienne décharge de ROANNE exploitée par RHONE POULENC TEXTILE dans les conditions ci-après :

- poursuite des analyses des eaux des 2 piézomètres placés en aval hydraulique de la décharge et comparaison avec les eaux de la Loire, en amont et en aval du site.

Eléments recherchés :

- * piézomètres : pH, conductivité, teneur en zinc
- * Loire : pH, conductivité, teneur en zinc
- * fréquence : une analyse annuelle en mars
- après mise en place de servitudes et examen des résultats des analyses poursuivies pendant au moins 5 années, la société RHODIA CHIMIE pourra solliciter un nouvel allègement des contrôles voire la suspension de ceux-ci sur présentation d'une demande dûment motivée.

ARTICLE 2

Un dossier comprenant les éléments nécessaires à l'institution de servitudes sera transmis à l'Inspection des installations classées dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, afin de maintenir sur le site un usage ultérieur compatible avec la présence d'une ancienne décharge.

Les dispositions prendront la forme d'une Servitude d'Utilité Publique (SUP) telle que prévue aux articles L515-8 et suivants du code de l'environnement. Une toute autre forme de servitude permettant de répondre à l'objectif fixé pourra être proposée à l'Inspection qui donnera son accord.

ARTICLE 3

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 5

Madame le Sous-Préfet de ROANNE, Monsieur le maire de ROANNE et M. l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 11 octobre 2007

Pour le Préfet,
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick FERIN

Copie adressée à :

- Monsieur le P.D.G. de la S.A.S RHODIA CHIMIE

*Rhodia Services

20 rue Marcel Sembat

69190 SAINT-FONS

- Monsieur le maire de ROANNE

- L'Inspecteur des installations classées -

- Archives

- Chrono.